

UN ESPACE POLITIQUE NON HOMOLOGUÉ
LES CENTRES SOCIAUX OCCUPÉS
ET AUTOGÉRÉS EN ITALIE

PAR

Isabelle SOMMIER

Maître de Conférences à l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne
Centre de Recherches Politiques de la Sorbonne

L'analyse comparée est régulièrement confrontée aux charmes trompeurs des fausses équivalences, lorsque un mot ou une expression renvoient en fait à deux réalités fondamentalement différentes. Tel est le cas du vocable : centre social. Certes, en France comme en Italie, le terme désigne un établissement polyvalent d'action et d'animation localisé, le plus souvent, dans un quartier des périphéries urbaines et censé lui donner vie sur la base de la proximité. Il est pourtant douteux que l'on parle de la même chose si l'on envisage le mode d'intervention considéré sous l'angle du profil sociologique des acteurs et celui de la "philosophie" qui les sous-tend. De ce point de vue en effet, le "centre social" résulte d'une histoire singulière qui oppose diamétralement les deux pays. Dans le cas français, les centres sociaux naissent à la fin du siècle dernier des préoccupations philanthropiques soulevées par la question ouvrière dans les rangs du catholicisme social et de la bourgeoisie éclairée. Les dames patronnesses leur assignent l'objectif d'intégrer la classe ouvrière en la faisant participer à la construction d'une "société de citoyens" sous l'impulsion d'une "élite" légitimée par "la parabole évangélique du levain qui fait monter la pâte toute entière"¹. Placés sous ces auspices, les centres sociaux français se

1. IIe Congrès international des settlements tenu du 30 juin au 5 juillet 1926 à la Cité universitaire de Paris, rapporté par Robert Durand, *Histoire des centres sociaux. Du voisinage à la citoyenneté*, Paris, Syros, 1996, p 44. "Settlement" est le terme original du centre social, inventé par un pasteur anglican en 1884 dans un quartier ouvrier de l'est de Londres. La formule s'exporte d'abord aux Etats-Unis (New York et Boston en 1886), puis en France où le premier centre est ouvert à Paris en 1897, par transformation de l'œuvre sociale de Popincourt sous l'égide de Marie Gahéry et de la mère Mercedes Le Fer de la Motte.

verront rapidement reconnus d'utilité publique après leur regroupement en Fédération dès 1922². Leur institutionnalisation, amorcée en 1931, se poursuivra sans discontinuer de la première circulaire ministérielle en 1961 à l'organisation d'un financement spécifique en 1971 sous réserve d'agrément par la Caisse d'Allocations Familiales donnant lieu au versement d'une prestation de service dite "d'animation globale et de coordination".

La filiation est toute autre en Italie et, partant, la logique de fonctionnement. Les centres sociaux s'y inscrivent dans le mouvement social et, plus encore, dans l'illégalité. Leur histoire connaît en effet une rupture majeure au cours des années 60. Jusqu'à cette date, seule leur totale inefficience les différencie de leurs homologues européens: ils sont gérés et, en quelque sorte, "gelés" par les municipalités qui préfèrent "*les tenir fermés de peur d'avantager un parti ou un groupe politique*"³. Un épisode qui, sur le moment, passera inaperçu des contemporains, va pourtant modifier radicalement leur trajectoire: l'un d'entre eux, à Milan, est occupé par des étudiants qui y tiennent une des assemblées du Movimento Studentesco (Mouvement Etudiant). C'est le premier frémissement de l'"automne chaud"⁴. Dès lors, l'histoire des centres sociaux, dorénavant "occupés" et "autogérés" (CSOA), a partie liée avec les vagues de contestation qui bouleverseront la péninsule pendant une dizaine d'années. Cultivant la tradition révolutionnaire, la remaniant aussi par l'empreinte opéraste et autonome, les CSOA deviennent un lieu d'expérimentations de pratiques politiques pour le moins "non conventionnelles", mais aussi de valeurs et modes de vie alternatifs légitimés par une critique radicale de la société capitaliste. Loin d'être des instruments d'intégration de la classe ouvrière, les CSOA doivent tout à la fois exacerber l'"antagonisme de classe", préfigurer le communisme à venir et, dans un langage *underground* qui s'accroîtra au fur et à mesure que s'étiolé le référent ouvrier, constituer des "zones temporairement autonomes" (T.A.Z.). C'est à la construction de cet espace alternatif, par actes successifs de ruptures et de violences, que nous consacrerons la première partie de notre article. Pour autant, s'ils entrent en crise, les centres sociaux ne disparaissent pas avec la fin du cycle de contestation. Repli sur soi et nouvelle discrétion sur le terrain politique accompagnent une profonde mutation dans les années 80 qui fait l'objet en leur sein de vastes réflexions de type "identitaire". La question se pose de savoir jusqu'où les CSOA constituent encore aujourd'hui un espace politique de subversion. En d'autres termes, on peut légitimement se demander si le déclin des mouvements sociaux et l'accroissement de la fragmentation sociale ne sont pas venus

2. En mai 1996, la Fédération des Centres Sociaux de France (FCSF) regroupe 870 centres. Plus de 1600 centres sont à cette date agréés par la CNAF.

3. L'explication est donnée par Emanuele Tortoreto, vice-président à l'époque de l'Istituto per il Servizio Sociale Familiare, à Alberto Ibba, *Leoncavallo. 1975-1995: venti anni di storia autogestita*, Genova, Costa & Nolan, 1995, p. 17.

4. L'expression est l'équivalent, en Italie, de notre "Mai 68": c'est en septembre 1969 que débutent les grèves ouvrières qui rejoignent en quelque sorte la contestation étudiante commencée deux ans auparavant.

à bout de leur capacité d'innovation, en les confinant soit dans les limbes de l'ultra-marginalité et de la contre-culture soit, sur un autre registre, dans l'animation sociale de quartier. Ces débats, jusqu'à présent internes et strictement existentiels, représentent un véritable enjeu depuis que le champ politique s'intéresse aux CSOA autrement que d'un point de vue répressif pour, à l'inverse, s'interroger sur leur éventuelle contribution à la cohésion sociale. Ils commandent en conséquence une "révision stratégique" vis-à-vis de l'ennemi d'hier susceptible d'entraîner une nouvelle rupture qui, d'une certaine manière, les ferait renouer avec les "anciens" centres sociaux et les rapprocherait du cas français : l'institutionnalisation. C'est sur cette question en suspens que nous terminerons.

I - DANS LE BRUIT ET LA FUREUR, LA NAISSANCE DES CSOA

A la suite de l'opération fondatrice du Mouvement Etudiant, le recours à l'occupation se diffuse rapidement, touchant indifféremment édifices publics (centres sociaux "traditionnels", écoles, etc.) comme privés en état de délaissement : usines, cinémas, immeubles, voire églises abandonnées. Quelle qu'en soit la destination, l'occupation est légitimée comme une juste "réappropriation" d'un bien nié ou confisqué par la société capitaliste. Les luttes de l'époque ne s'embarrassent ni de considérations de légalité ni même de réflexions d'opportunité ; seuls comptent les besoins insatisfaits dans des domaines aussi divers que le travail, le logement ou plus largement encore les droits. Ainsi l'exprime le slogan sans doute le plus connu de 1968-69 : "*Que voulons-nous ? Tout ! Quand ? Tout de suite !*"

Dans un tel contexte d'agitation, avoir à disposition plusieurs centaines, voire plusieurs milliers de mètres carrés dans les centres villes ou les périphéries industrielles devient sans conteste une ressource pour la mobilisation. Cela l'est d'autant plus que le collectif de travail, entendu comme une "*communauté de salariés soumis à un même droit*"⁵, commence à être sérieusement déstabilisé sous l'effet conjugué du développement de la précarisation de l'emploi et des politiques patronales de restructuration/délocalisation de la production⁶. L'ouverture d'un espace susceptible de coordonner les luttes et les multiples groupes politiques qui les animent peut apparaître, de ce point de vue, comme un instrument d'adaptation nécessaire aux mutations affectant le processus productif et handicapant en conséquence la capacité de riposte d'un mouvement ouvrier forgé dans et par l'usine. Les centres sociaux trouvent là leur raison historique première : regrouper dans un même lieu les multiples composantes de ce qui sera désormais appelé Le Mouvement pour, au minimum, servir de point de rencontre entre ses différentes expressions mais aussi,

5. Baudoin (T.) et Collin (M.), *Le contournement des forteresses ouvrières*, Paris, Méridiens, 1983, p 106.

6. Le dernier phénomène a donné naissance en Italie à la théorie dite de "l'usine diffuse" autour de la revue *Quaderni del territorio*.

de manière plus offensive, favoriser les "lutttes antagonistes" dans une phase de recomposition du capital, en sortant de l'entreprise et en s'insérant dans le territoire et le quotidien. Cette fonction proprement politique ne souffre alors aucune ambiguïté : *"Les centres sociaux ont été produits par l'antagonisme de classe et clairement insérés dans un projet d'alternative à l'usage du territoire en tant que lieu de l'économie, comme des îles autogérées d'exaltation des contradictions du tissu social et sur le territoire, comme des cadres de réappropriation des valeurs d'usage de l'urbain et de désagrégation des valeurs marchandes, comme des points d'incubation du dissensus et de la recomposition de classe"*⁷.

L'objectif de longue haleine ne saurait pourtant faire oublier que les CSOA répondent aussi à des besoins qui ne sont pas satisfaits par le système ou bien qui le sont insuffisamment et/ou à un prix considéré comme trop élevé. Les groupes politiques constitués y côtoient d'autres organisations (de solidarité ou d'entraide), mais surtout de simples individus qui ne tardent pas à investir les locaux pour y déployer les activités les plus diverses : consultations médicales, maternelle, aide aux devoirs, "école populaire", cantine, ateliers d'artisanat, théâtre, bibliothèque, concerts... A la confluence de logiques d'action plurielles, les centres sociaux se présentent comme une réalité protéiforme. Dans un précédent article, nous les avons défini ainsi : *"des espaces autogérés ouverts à quiconque cherche un lieu ouvert et informel de rencontres. Les motivations et attentes (les offres aussi, mais toujours non contraignantes) y sont variées : on peut, au choix, simplement y «tuer le temps», en raison de sa facilité d'accès et des prix modiques pratiqués, en buvant, mangeant, dansant, avec la certitude de toujours pouvoir y trouver quelqu'un avec qui parler et partager un moment. Mais on peut aussi y rechercher soit un enrichissement culturel ou politique en assistant aux débats qui y sont organisés, en participant aux ateliers (lorsqu'ils existent, ce n'est pas toujours le cas : de peinture, de théâtre, d'alphabétisation, etc.) ou en lisant dans la librairie, sans que personne ne vous somme d'acheter; soit des services et des aides comme des renseignements sur les démarches administratives ou encore la toxicomanie"*⁸.

Deux "publics", dont la rencontre serait improbable ailleurs, s'y retrouvent. D'abord, les individus les plus politisés : militants des groupes extraparlimentaires et, plus encore, *"chiens dissous"*⁹. L'expression désigne en Italie les ex-militants orphelins de leur ancienne organisation ou en dissidence avec

7. Cecchi (R.), Pozzo (G.), Seassaro (A.), Simonelli (G.), *Centri sociali autogestiti e circoli giovanili. Un'indagine sulle strutture associative di base a Milano*, Milano, Feltrinelli, 1978, p. 16.

8. Sommier (I.), "Un nouvel ordre de vie par le désordre : histoire inachevée des luttes urbaines en Italie", in C.U.R.A.P.P., *Désordre(s)*, Paris, PUF, p. 24. L'article retraçant les différentes étapes et formes des luttes urbaines de la fin des années 60 à aujourd'hui met en perspective historique les CSOA. A ce titre, il fait en quelque sorte bloc avec celui-ci.

9. "Cani sciolti".

elle, sans être pour autant désireux d'en rejoindre une autre. Le poids respectif de ces deux sous groupes ne fera que s'accroître au profit des seconds au fur et à mesure que s'aggravent à la fois la crise du militantisme radical et la répression. Toutefois, les centres sociaux ne seraient pas ce qu'ils sont avec la seule frange "militante" ; ils ne se résument en effet ni à un espace de regroupement de la gauche alternative ni à un lieu d'investissement de militants en rupture de banc mais toujours "au service du peuple". Plus exactement, n'être que cela ne leur conférerait pas le "statut" de CSOA. Comme le souligne Primo Moroni, jusqu'aux années 1975-76, *"les occupations se font pour les prolétaires, pour donner un logement aux sans toit, il n'existe pas encore l'idée d'une occupation autoréférée, d'un lieu comme projet"*¹⁰. C'est d'une autre population que va venir la marque des centres sociaux : les jeunes des quartiers populaires, lassés de traîner leur ennui sur les bancs publics faute de lieu où occuper leur temps libre, quand le centre ville et ses activités sont inaccessibles. Ils forment les "cercles du prolétariat juvénile", à l'origine du "Mouvement des Indiens Métropolitains", dont la révolte pure et l'humour iconoclaste déroutent tant les organisations politiques. Les motivations de ces jeunes, chômeurs, apprentis ou ouvriers de PME, sont évidemment tout autres que celles des "militants". Avec eux, les CSOA seront essentiellement conçus comme des lieux de sociabilité, autogérés autour d'un projet critique par ceux qui s'y investissent. Ainsi l'annonce le "manifeste" des Cercles : *"Les bancs publics ne suffisaient plus parce qu'il y avait toujours plus de jeunes «quelconques» qui s'y rencontraient, et plus seulement pour la drogue. La décision de prendre un lieu stable et couvert qui serve mieux d'espace de rencontres, d'échange d'expériences, d'organisation, on ne sait pas encore à qui c'est venu en tête."*¹¹

Ce n'est pas verser dans l'illusion basiste que de constater que la cohabitation de ces deux populations a été relativement bien vécue et en tout cas fructueuse. Les Cercles du prolétariat juvénile ont dynamisé des centres sociaux menacés d'asphyxie par la crise des groupes extraparlimentaires. Par ailleurs, ils les ont préparé d'une certaine manière à accueillir la composante *underground* du mouvement autonome de 1977 et, au-delà, les mouvements culturels de la jeunesse, scolarisée ou non. A ce double titre, ils ont évité qu'ils ne disparaissent avec la fin du cycle de protestation né de l'Automne Chaud.

La rencontre est rendue possible par le fait même que le *background* idéologique dans lequel s'inscrivent les centres sociaux s'y prête. L'"Autonomie" dont ils se revendiquent trouve ses sources dans le renouvellement de la pensée marxiste italienne qui s'opère au début des années 60 autour de revues telles que *Quaderni Rossi*, *Quaderni Piacentini* et *Classe Operaia*. Ce renouveau de l'opéraïsme fournira en effet au mouvement de contestation ses intellectuels (Toni Negri et Sergio Bologna par exemple), avec leurs outils de

10. In Ibba (A.), *op. cit.*, p. 35.

11. *Materiali di lotta dei Circoli Proletari Giovanili di Milano, Sarà un risotto che vi seppellirà*, Milano, Squilibri Edizioni, 1977, p. 60.

connaissance des transformations de classe par la "sociologie militante" et les "enquêtes ouvrières" et leurs théories : de l'ouvrier masse à l'ouvrier social¹². La question renvoie à celle, plus large, de l'existence même, en Italie, de ce que certains appellent l'"autre" mouvement ouvrier et de sa perméabilité aux "figures sociales émergentes". Elle dépasse certes l'objet de cet article, même si on peut esquisser deux pistes de recherches explicatives. D'une part, l'influence de la pensée gramscienne qui, en accordant aux "fonctionnaires de la superstructure" une place nouvelle autant qu'essentielle dans le processus révolutionnaire au travers des concepts d'hégémonie et de bloc historique, a encouragé la production intellectuelle. D'autre part, la confluence entre contestations juvénile et populaire a été favorisée par la particularité de la composition de la classe ouvrière de la fin des années 60, à savoir par la jeunesse et le déracinement des nouveaux ouvriers qui ont afflué dans les concentrations industrielles du nord sans tradition de luttes ni expériences militantes traditionnelles¹³.

L'amalgame réciproque entre pensée critique et mouvements culturels de la jeunesse qui s'opère au sein des CSOA ou dont les CSOA sont la seule caisse de résonance fait d'eux de véritables laboratoires des mutations sociales en cours. Dans cette perspective, s'explique la sensibilité particulière et précurseur aux situations sociales fragiles qui n'acquerront une visibilité dramatique qu'à la fin des années 80 : jeunes sans travail, marginaux, travailleurs intermittents et précaires... Autant de thèmes de réflexions et d'interventions traditionnels des centres sociaux qui, depuis, suscitent enfin l'intérêt des chercheurs comme des pouvoirs publics...

II - ENTRE LA "DIGUE" ET LA TAZ (ZONE TEMPORAIREMENT AUTONOME)

Les CSOA n'en sont toutefois pas encore là dans les années 80, années sombres pour le Mouvement. C'est en effet la période de l'*emergenza* et de ses lois d'exception. Elle signifie pour beaucoup la prison : on compte, en 1983, quelque 5000 détenus pour délits politiques, 20.000 inculpés et plus de 1000 personnes en fuite pour les mêmes faits. Deux voies semblent ouvertes aux jeunes militants et sympathisants : la radicalisation, qui les conduit à rejoindre un groupe armé; le repli qui, souvent, s'accompagne de la toxicodépendance¹⁴. Dans un tel contexte, les centres peuvent apparaître en sursis :

12. Sur les concepts d'opéraïsme et d'autonomie, voir notre article "Un nouvel ordre de vie par le désordre...", *op. cit.*, pp. 18-19.

13. Pour des précisions, nous renvoyons le lecteur à notre thèse *La forclusion de la violence politique : ouvriers/intellectuels en France et en Italie depuis 1968*, thèse de doctorat de science politique, Paris I, 1993, en particulier p. 437 et ss.

14. La coïncidence entre les phases de crise du mouvement et le développement de la toxicodépendance a été relevée par de nombreuses études, notamment celles d'Alberto Melucci qui fait état d'une augmentation de la consommation de drogues de 71,9% en 1978 et de 95,4% en 1979. In *L'invenzione del presente*, Bologna, Il Mulino, 1982, p. 123.

non seulement ils doivent faire face à l'hémorragie dans leurs rangs, mais aussi à la tension, voire à la peur. Demeurant les seuls "lieux de mouvement", ils attirent la répression et renforcent la mauvaise réputation qui leur reste depuis attachée : celle d'être un "repaire de terroristes" et/ou de "drogués". Bon an, mal an, ils poursuivent toutefois leurs activités politiques dont les plus marquantes sont les mouvements antinucléaire et pacifiste contre l'installation des missiles Cruise, ou encore la manifestation contre les prisons spéciales devant celle de Voghera le 9 juillet 1983 qui se solde par 330 arrestations.

C'est de nouveau à la frange culturelle qu'ils doivent leur second souffle et échappent en quelque sorte à la ghettoïsation autonome lorsqu'en 1984, Leoncavallo organise l'un des premiers grands concerts punk de la péninsule, réunissant un public jusqu'alors jamais atteint de 50.000 jeunes. Riche des expériences *underground* de Londres, Amsterdam ou Berlin, la "révolte punk"¹⁵ enrichit les centres sociaux d'un nouveau mode d'intervention et d'affirmation : au travers des fanzines s'affirme en effet la figure que des sociologues anglais appellent le "prosumer". Né de la contraction des termes producteur et consommateur, l'anglicisme qualifie un individu aux pratiques contre-culturelles d'auto-production, autoconsommation et auto-diffusion. Le mouvement punk leur fournit également un symbole : un cercle, symbolisant la ville et sa fermeture (au-delà, la comparant à une prison ou à un asile), traversé par un éclair (ou la foudre), représentant la jeunesse qui, en la transperçant, fait voler en éclats ses barreaux. Enfin, il contribue au rajeunissement régulier des centres comme le fera à son tour la contestation étudiante dite de la "panthère" en 1989-90¹⁶.

La capacité des CSOA à accueillir de nouvelles générations et à leur offrir un espace d'expression ne s'est donc pas démentie depuis maintenant une vingtaine d'années. Elle est source d'enrichissement et d'extension de leurs activités, comme en témoigne l'exemple du centre "historique" Leoncavallo à Milan. Deux ans après sa naissance, c'est-à-dire en 1977, ses commissions sont nettement marquées par l'empreinte sociopolitique du projet initial : activités postsecondaires de soutien ; école populaire ; culture (graphisme, musique, théâtre, cinéma) ; informations sur les drogues ; commission antifasciste ; librairie ; cours de gymnastique ; centre d'information pour la santé des femmes. L'apport du mouvement punk se fait ressentir à deux niveaux : d'une part, dans le développement des activités dites "expressives", en particulier musicales, motivées d'abord par le désir d'être entre soi. D'autre part, la frange cyberpunk a en quelque sorte "modernisé" les centres sociaux en leur

15. Sur le sujet, voir le livre d'un "animateur de la scène underground londonienne" publié par une maison d'édition de «mouvement» : Home (S.), *Marci, sporchi e imbecilli. 1976-1996 : la rivolta punk non si è mai fermata*, Roma, Castelvechi, 1995.

16. Ce mouvement d'occupation des facultés, très dur, a été provoqué par la loi Ruberti, accusée de privatiser les universités. Il doit son nom à la fois en référence aux *Black Panthers* et à un épisode conjoncturel : la fuite d'un cirque d'une panthère noire qui mit en émoi la ville de Rome avant d'être abattue.

permettant d'intégrer les technologies de pointe avant qu'elles ne se diffusent à l'ensemble du pays, en particulier le réseau informatique. On peut d'ailleurs faire l'hypothèse que cette ouverture a été vitale pour les CSOA, dans la mesure où elle a constitué un palliatif aux difficultés de communication interne dues non seulement à la répression, mais aussi à la dispersion géographique et à l'hétérogénéité croissante du "mouvement"¹⁷. L'usage de ces techniques à des fins politiques/révolutionnaires était par ailleurs facilement "théorisable" comme instrument d'autonomie et de subversion potentiellement hors contrôle étatique ou, pour l'autoproduction de biens culturels (disques, CDROM, livres), hors logique marchande. Aussi, les centres sociaux sont-ils aujourd'hui un vivier important d'innovations dans le champ de la culture et celui de la communication; ils impulsent ou soutiennent revues et maisons d'édition alternatives à tirage important comme *Rif/Raf*, *Decoder*, *Shake*, ainsi que des labels indépendants diffusant des genres musicaux nouveaux (raggamuffin ou rap) comme les groupes *Assalti frontali* au centre romain *Forte Prenestino* ou *99 Posse* du centre napolitain *Officina 99*.

Avec le temps cependant, les initiatives musicales se sont accrues au point que certains "anciens" s'émeuvent devant le risque que les centres sociaux deviennent de simples discothèques à bon marché pour une jeunesse désargentée et/ou "branchée". La question, loin d'être secondaire, soulève en réalité un débat de fond quant au poids respectif des "politiques" et des "culturels". Leurs rapports semblent avoir été houleux dès l'origine. Comme le rappelle le metteur en scène Danio Manfredini, aux débuts de Leoncavallo, "*la conception existant alors était que le théâtre devait être fonction de l'action politique, au service de la promotion de l'action politique*"¹⁸. Avec le reflux des conflits sociaux puis l'afflux de jeunes non ou faiblement politisés qui viennent surtout chercher dans les centres sociaux un lieu de sociabilité ouvert et peu onéreux, la question du statut des activités culturelles rebondit plus encore. Elle est tranchée à la fin des années 80 par la distinction entre celles "*finalisées à la propagande (concerts, spectacles) et l'événement culturel comme communication sociale*"¹⁹. Mais la différence demeure, tant chez les "animateurs" que dans le public. Aujourd'hui encore, la distinction est fréquemment faite pour les premiers entre "*qui provient d'expériences politiquement motivées et qui au*

17. Les CSOA constituent depuis leur origine une réalité mouvante et rétive à toute évaluation quantitative : répartis sur l'ensemble du territoire, dans les périphéries urbaines ou les zones rurales, ils sont aujourd'hui une centaine, mais leur existence est pour beaucoup fragile, les expulsions en faisant régulièrement disparaître tandis que naissent d'autres projets. La même incertitude préside quant à leur public, variable d'un centre à un autre et d'une initiative à une autre. Primo Moroni, responsable du centre milanais Cox 18, avance, pour la ville de Milan, le chiffre de 7 à 8000 "organisateur" et de 10 à 15000 "fréquentateurs" réguliers (*in* Ouv. Coll., *Comunità virtuali. I centri sociali in Italia*, Roma, Manifestolibri, 1994, p. 69). La coordination des centres sociaux, radios ou groupes "antagonistes" existe virtuellement via le réseau télématique European Counter Network (E.C.N.). Plusieurs centres disposent en outre d'une radio libre, légale ou non.

18. *In* Ibba (A.), *op. cit.*, p. 147.

19. *Ibid.*, p. 164.

*contraire se pose dans le sillage de l'altérité artistique*²⁰. A l'occasion, des tiraillements sont perceptibles entre "militants" et simples "fréquentateurs", ou simplement une ignorance mutuelle non exempte d'un certain mépris.

En réalité, la cristallisation sur l'usage fait des activités culturelles (surtout des concerts) ne fait qu'illustrer et, peut-être déplacer, une interrogation de fond quant à l'identité des CSOA. Nés de la confluence de la gauche radicale et des milieux *underground*, ils se présentent d'abord, dans un projet volontariste, comme des "espaces où vivre des choses niées" — par la société — (Alba Solaro), puis, suivant la terminologie de la contre-culture américaine, comme des T.A.Z. ou "zones temporairement autonomes" (Hakim Bey)²¹ cherchant à faire de ces modes de vie alternatifs des instruments de résistance à la domination à partir d'une certaine lecture d'auteurs comme Foucault ou Deleuze (le nomadisme)²². Cependant, comme nous l'avons vu, en phases de crise du "mouvement", ils ont survécu en intégrant de nouvelles générations qui y venaient en quelque sorte pour se protéger du monde extérieur (de la répression, de la drogue, de la "marchandisation" des loisirs) ou s'en soustraire, même momentanément. Ils constituent donc aussi "une digue qui freine le délabrement, qui oppose à la progressive « désertification » urbaine une conception différente de la vie quotidienne"²³. La marge est étroite entre la conception offensive et la pratique défensive du centre social qui semble de fait en perpétuelle oscillation : s'agit-il de témoigner de la survivance d'un mode de vie alternatif ou de tisser des liens sociaux d'un type nouveau ? Sur le plan politique, est-ce un lieu de résistance et de repli périodique ou le point de départ d'une nouvelle "réappropriation du territoire" ?

III - LE RAPPORT À L'ADVERSAIRE ÉTATIQUE : UNE "RÉPUBLIQUE LIBRE", UN "LIEU OUBLIÉ" OU UNE "ZONE FRANCHE" ?

Cette question, qui taraude les centres sociaux depuis leur naissance, fait actuellement l'objet de débats. Ils sont en effet à la croisée des chemins devant la nouvelle sollicitude des pouvoirs publics à leur égard. En raison à la fois de l'origine illégale (le squat) et de l'image révolutionnaire des CSOA, ces rela-

20. Centro Sociale Leoncavallo, *Il progetto*, texte ronéotypé non daté (fin 1995-début 1996), p. 4.

21. Cf. T.A.Z., Milano, ShaKe, 1993 et *A ruota libera*, Roma, Castelvecchi, 1996. Hakim Bey définit ainsi les T.A.Z. : "La T.A.Z. est comme un soulèvement qui ne se confronte pas directement avec l'Etat, une opération de guérilla qui libère une aire (de temps, de terre, d'imagination) et ensuite se dissout pour se reformer dans un autre lieu, dans un autre temps, avant que l'Etat ne puisse l'écraser" (T.A.Z., Milano, ShaKe, 1993, p. 14).

22. Cf. Crispigni (M.), "Sulla soglia del nomadismo", in : Ouv. Coll., *Comunità virtuali. I centri sociali in Italia*, Roma, Manifestolibri, 1994, pp. 23-30.

23. Solaro (A.), "Il cerchio e la saetta : CSO in Italia", in : Ouv. Coll., *Posse italiane*, Firenze, Tosca, 1992, p. 12.

tions sont historiquement marquées du sceau de l'animosité réciproque. Cela s'est traduit, suivant les périodes et les municipalités, par une guerre de positions ou une guerre ouverte. Ainsi Leoncavallo a eu plusieurs fois à subir les assauts des forces de l'ordre. La tension sera particulièrement forte après l'élection de Formentini de la Ligue Lombarde, au poste de maire en juin 1993, entraînant des manifestations de soutien réunissant jusqu'à 60.000 jeunes pour finir par l'évacuation musclée du 20 janvier 1994, cette fois définitive. Pourtant, en dépit de ses orientations politiques, le centre a immédiatement cherché à "normaliser" ses rapports avec les pouvoirs publics : dès 1976, il a accepté l'appui du conseil de zone²⁴ et de la fédération milanaise de Democrazia Proletaria afin d'obtenir le statut d'établissement de "services collectifs". Statut qui lui sera finalement refusé au terme de dix ans de péripéties procédurales et s'accompagnera deux ans plus tard d'une décision d'expulsion pour "motifs d'ordre public".

Il faisait pourtant peu de doutes que Leoncavallo remplissait des fonctions d'utilité publique, en particulier dans deux domaines : l'école et la toxicomanie. C'est d'ailleurs ce qui décida le conseil de zone, après inspection, à soutenir en vain la cause du centre auprès de la commune et de la région. L'organisation de cours du soir, fréquentés par des adultes (surtout des femmes au foyer et des retraités), visait à lutter contre l'analphabétisme et le faible niveau scolaire, importants dans ce quartier populaire de la périphérie milanaise, tandis que l'école d'été cherchait à soutenir les 23% d'élèves recalés à la première session d'examen²⁵. L'intervention sur la toxicomanie avait, de son côté, un versant curatif — désintoxication par la méthadone, sous contrôle de médecins bénévoles, et soutien psychologique —, ainsi qu'un versant préventif d'informations et de dénonciation des lieux du trafic. Cette orientation contre les drogues dures a toujours été centrale dans les CSOA²⁶, comme l'exprime le manifeste en réponse à un avis d'expulsion, significativement intitulé : "Ni héroïne, ni police" (juin 1989) : "*Nous sommes venus en portant notre différence construite par ces années de lutte pour le logement, contre le nucléaire et la répression, pour le revenu, la santé, les espaces à*

24. Le conseil de zone est une instance syndicale unitaire qui a été lancée en mai 1977 par l'assemblée générale des cadres des trois confédérations CGIL-CISL-UIL. Il devait répondre à la double nécessité de coordonner les luttes des établissements d'une même entreprise et d'enrayer le corporatisme par le regroupement de toutes les catégories, mais aussi des chômeurs, précaires et salariés des PME, dans des revendications communes. C'était par conséquent une initiative visant à la fois à élargir l'influence syndicale au delà des catégories socio-professionnelles traditionnelles et à "sortir de l'usine" au profit d'une implantation plus territoriale découlant des mutations de l'appareil productif.

25. Chiffres du Centre d'Education Permanente (CEP) qui fait état de 1500 analphabètes sur une population de 200.000 personnes à l'époque. Cité par Ibba (A.), *op. cit.*, pp. 28-29.

26. Ce, malgré les représentations communes qui leur sont attachées et qui proviennent, sans doute, et de la stigmatisation dont ils font l'objet, et de l'incompréhension vis-à-vis de leurs campagnes récurrentes en faveur de la légalisation du haschisch. Si la consommation de ce produit est en effet tolérée, les personnes se présentant dans un centre sous l'emprise d'une autre drogue sont refoulées.

usage social. Nous sommes venus comme subversifs, associés de surcroît. Nous sommes venus parce que contre l'héroïne, une loi de l'État ne sert à rien. Nous sommes venus parce que seule la transformation sociale éteindra l'héroïne et l'exploitation..."²⁷.

Certes, toutes les municipalités n'ont pas fait preuve d'une attitude vindicative aussi affirmée que, par exemple, Formentini²⁸. Certaines se sont contentées d'assumer leur ignorance à l'égard de ce qui pouvait se passer dans les centres sociaux. D'autres enfin, comme Bologne, s'y sont rapidement intéressées et ont poursuivi une stratégie de dialogue, voire d'actions concertées avec eux, facilitant la régularisation de leur situation, offrant services et soutien à leurs initiatives socioculturelles. La couleur politique au pouvoir, la configuration de la majorité, la situation des groupes d'extrême gauche locaux, les circonstances de genèse du CSOA et ses orientations sont autant de facteurs explicatifs de ces rapports variables entre les centres et le champ politique homologué.

Un changement d'attitude est toutefois perceptible aujourd'hui chez les deux protagonistes. Les pouvoirs publics manifestent en effet un intérêt croissant pour le "travail de terrain" accompli dans les friches industrielles par les CSOA. La raison de ce changement tendanciel d'attitudes est pragmatique. Quinze ans après leur déconfiture, en termes politiques aussi bien que de leadership, quinze ans durant lesquels la marginalisation sociale a connu une croissance exponentielle, les centres sociaux semblent représenter, pour la puissance publique, moins une menace qu'une ressource susceptible d'endiguer les menaces dont est porteuse la souffrance sociale sur le registre de l'ordre public. C'est du moins le point de vue des municipalités, tendanciellement de gauche, plaidant en faveur du dialogue. Cette ouverture est toutefois diversement accueillie par les centres sociaux.

Les divergences d'appréciation quant aux relations à établir avec les pouvoirs publics ont d'ailleurs éclaté publiquement à l'occasion d'une perspective de congrès qui devait réunir en octobre 1995 à Arezzo membres de CSOA,

27. Texte d'accompagnement aux trois jours de fête et de débats en soutien à Leoncavallo qui se déroulent les 23-24 et 25 juin 1989 au parc Lambro. Dans un tract daté du 17 mai, l'intitulé du manifeste était longuement expliqué et inséré dans "la lutte contre la répression et le contrôle social", symbolisée respectivement par la police et l'héroïne, une des "substances qui ont une fonction de «normalisation», d'induction des modèles culturels et de comportements dominants... en substance, qui ont comme objectif la création de sujets sociaux qui ne peuvent pas nuire à l'état des choses actuel."

28. A titre d'exemples des risques judiciaires encourus par les responsables des CSOA, on peut citer les délits pour lesquels 12 personnes sont inculpées dans la gestion du centre Leoncavallo entre 1989 et 1993 : invasion aggravée et continue de terrains, édifices ou constructions en l'absence de concession d'utilisation, recel d'un bien de la commune de Milan, vol aggravé d'eau de la commune de Milan, organisation de spectacles et de soirées sans licence de la commune ni autorisation du préfet de police, vente abusive de substances alcooliques et gestion abusive de bar, ouverture abusive de lieux de spectacles publics et de soirées, exercice abusif et continu d'une profession.

fonctionnaires, hommes politiques et entrepreneurs autour du thème : "l'espace social métropolitain entre le risque du ghetto et le projet d'entreprise". L'initiative en revenait à la mairie de Turin, plus précisément l'adjoint à la "qualité de la vie", secteur "jeunesse". Dans une "Note sur les centres sociaux, lieux d'agrégation juvénile et patrimoine immobilier de la ville", il était envisagé de leur accorder une "concession temporaire" d'utilisation des biens immobiliers communaux, "*unique voie praticable dans l'état actuel des choses (...) tant pour réaliser des projets en chantier que pour contenir le nombre de bâtiments abandonnés qui risquent de tomber aux mains des squats*"²⁹. La régularisation impliquait que les centres soient reconnus comme des "associations sans but lucratif" relevant de la catégorie dite du "privé social", étant entendu que, selon la municipalité, leurs objectifs principaux sont "*de faire de la culture à prix populaires (...), d'organiser un réseau alternatif et antagoniste pour la culture et l'information, sans oublier l'intérêt aux problèmes des couches les plus faibles et exclues*"³⁰. Le congrès d'Arezzo devait ainsi engager le débat sur la participation des CSOA au "troisième secteur", thème très en vogue aujourd'hui dans la péninsule, et les aides qu'ils pourraient à ce titre recevoir de la part des pouvoirs publics. Ce "troisième secteur" ou encore, suivant les locuteurs et les pays, "l'économie sociale", "l'économie alternative", "l'économie solidaire", le "privé social", le "secteur *no profit*", désigne "*les activités économiques et sociales d'intérêt général destinées aux individus personnellement et de façon conviviale, et non pas indistinctement et bureaucratiquement*"³¹, qui se développent sur fond de marasme économique et surtout de crise des deux autres secteurs jusque là en charge de la régulation sociale depuis le XIX^e siècle : l'Etat et le marché. Cette question, d'apparence strictement économique, renvoie en fait à une bien plus fondamentale encore : celle du lien social. L'émergence du "troisième secteur" est en effet une conséquence directe de la crise du Welfare et de l'Etat comme producteur de sociabilité. Au-delà de la contribution économique des centres sociaux³², somme toute marginale au regard de l'économie italienne et surtout sujette à débats en leur sein, c'est dans la recherche d'un nouvel espace de sociabilité et de socialisation que l'on trouve à la fois leur origine, leur principe d'organisation et d'action (comme lieux autogérés de rencontres et de services non marchands)..., mais aussi leur force d'attraction pour les politiques publiques désormais penchées sur la lutte contre la fragmentation du tissu social.

29. Document du bureau "Espaces métropolitains" daté du 5 décembre 1994. Texte ronéotypé, pp. 1-2.

30. Ville de Turin, "Espaces métropolitains", "Ipotesi per un gruppo di lavoro sui centri sociali occupati", texte ronéotypé du 29 novembre 1994, p. 1.

31. Définition donnée par le sociologue Marco Revelli à un séminaire organisé par le centre social romain Villaggio Globale le 23 avril 1996 (observation directe). Voir également, en langue française, Bihl (A.), *Du "Grand Soir" à "l'alternative". Le mouvement ouvrier européen en crise*, Paris, Editions ouvrières, 1991 et Rifkin (J.), *La fin du travail*, (1995), Trad. Paris, La Découverte, 1996.

32. Le 3e secteur occuperait aujourd'hui près de 2% de la population active italienne, contre 6,8% aux Etats-Unis. Chiffres donnés par Pianta (M.), "Fuorimercato", in *Il Manifesto*, 22 février 1996.

La perspective de la rencontre d'Arezzo, soutenue par certains CSOA milanais (Leoncavallo et Cox 18), a déchaîné débats et même polémiques en leur sein, au point d'être finalement abandonnée sous peine de fractures définitives³³. Bien qu'il soit difficile de résumer les prises de position de chacun, on peut relever les objections récurrentes qui ont été soulevées. Il est d'abord apparu douteux que la transformation des centres en "entreprises sociales" puissent leur permettre d'être conjointement "à l'intérieur et contre les processus de modernisation post-fordiste"³⁴. La suspicion est évidemment renforcée par l'origine même de l'initiative qui porterait la marque de "la typique voie social-démocrate destinée au contrôle social : mieux vaut englober que réprimer"³⁵. D'autres ont dénoncé l'invitation des pouvoirs publics comme un signe supplémentaire du désengagement de l'Etat du terrain social, une manœuvre bon marché pour déléguer "aux Centres la production de la sociabilité"³⁶, voire une opération normalisatrice³⁷.

Ces réflexions éparses sont révélatrices des représentations divergentes des CSOA que s'en font leurs publics lorsqu'ils sont confrontés à l'extérieur, en particulier à l'"adversaire" : doivent-ils se poser en "République libre" — revendication d'altérité au risque d'attirer la répression —, ou en "lieu oublié"³⁸ — tentation de l'"entre-nous" au prix de la ghettoisation ? Le congrès avorté d'Arezzo esquisse peut-être un troisième avenir, du moins si la politique d'ouverture est poursuivie par les pouvoirs publics : celui de la "zone franche", avec toutes ses ambiguïtés. On peut faire l'hypothèse que la tolérance dont ils feraient dans ce cadre l'objet serait conditionnelle, c'est-à-dire soumise à l'abandon de leur projet politique antagoniste et à leur spécialisation/confinement dans la production de la sociabilité.

33. Le débat a fait l'objet d'une publication réunissant les principales contributions : Moroni (P.), Farina (D.), Tripodi (P.) (Dir.), *Centri sociali : che impresa ! Oltre il ghetto : un dibattito cruciale*, Roma, Castelvechi, 1995.

34. La formule *dentro e fuori* (littéralement dedans et contre) a été lancée par un journaliste comme raccourci de l'un des enjeux du congrès, in : *Il Manifesto* du 1er avril 1995, p. 22. Elle a été reprise par plusieurs centres sociaux opposés à l'initiative.

35. Enrico et Marco, CSA XXII aprile di Modena, "O apocalittici o integrati ?", in : Moroni (P.), Farina (D.), Tripodi (P.) (Dir.), *op. cit.*, p. 153.

36. Manuela, *ibid.*, p. 67.

37. L'objectif, qui n'était d'ailleurs pas caché par la municipalité de Turin (cf. note 29), a reçu un appui plus surprenant : celui d'une journaliste d'*Il Manifesto*, dont l'article a été pour beaucoup dans le déchaînement des passions soulevées contre le congrès d'Arezzo. Elle notait en effet qu'"une rencontre avec les administrations locales servira également à mettre en évidence la façon dont les Centres sociaux se chargent d'assimiler un malaise exprimé dans des formes extrêmes de marginalisation qui, autrement, serait réglé par des mesures de police" (6 juillet 1995, p. 25).

38. Ces deux représentations sont respectivement celles des artistes Gabriele Salvatores et Danio Manfredini, exprimées dans Ibba (A.), *op. cit.*, pp. 154 et 151.